



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE SERVICES DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DE K-SUP ET PRESTATIONS DE DÉVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

N° DE CONSULTATION F24S005

Institut polytechnique de Grenoble
DAF / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Décomposition du marché et motivation.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'émission des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du marché et délais d'exécutions	6
5.2 - Reconduction	7
5.3 Reconduction anticipée.....	7
6 - Prix.....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
6.3 - Modalités de transmission des révisions de prix	8
6.4 - Planning de transmission des révisions de prix à destination du titulaire	8
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	10
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
11 - Développement durable.....	12
12 - Constatation de l'exécution des prestations TIC.....	12
12.1 - Vérifications	12
12.2 - Mise en Ordre de Marche (MOM)	12
12.3 - Vérification d'Aptitude (VA).....	12
12.4 - Vérification de Service Régulier (VSR).....	13
12.5 - Décision après vérification	13
13 - Garantie - Maintenance	13
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
15 - Pénalités.....	14
15.1 - Pénalités de retard.....	14
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	14
15.3 - Pénalité pour non-respect du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD) et de la loi française dite "Informatique et Libertés"	14
15.4 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	15
15.5 - Autres pénalités	15
16 - Assurances.....	17
17 - Clause de réexamen	17
18 - Résiliation du contrat.....	18
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	18
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18

18 -	Clauses complémentaires	19
18.1 -	Dérogation au principe d'exclusivité.....	19
18.2 -	Modifications affectant la représentation du titulaire.....	19
18.3 -	Cession de marché	19
18.4 -	Prestation similaire	19
19 -	Obligations du prestataire	20
20 -	Règlement des litiges et langues.....	20
21 -	Dérogations.....	20
22 -	ANNEXE RGPD	21

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Tierce maintenance applicative, hébergement et prestations de développements informatiques sur KSUP.

La présente consultation concerne le support, la maintenance, l'hébergement et des services spécifiques du CMS KSUP au profit de Grenoble INP-UGA.

Les stipulations du présent cahier des charges concernent les éléments suivants :

Prestations de services :

- Mise en place d'un service de maintenance et support de type Tierce Maintenance Applicative (TMA)
- Demandes spécifiques sur KSUP pour Grenoble INP-UGA
 - Possibilité d'acquérir des Unités Opérationnelles par forfait de 20 unités pour des interventions mineures hors corrections couvertes par la maintenance évolutive / corrective inclus dans la TMA.
 - Prestations spécifiques sur devis hors corrections couvertes par la maintenance évolutive / corrective inclus dans la TMA.
- Hébergement

Les besoins concernant ces activités sont détaillés dans le CCTP.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution : Grenoble 38000 - À distance – Serveurs des sites internet de Grenoble INP

Le titulaire devra désigner un interlocuteur chargé de la mise en place et de l'exécution du marché. Celui-ci doit répondre aux sollicitations de l'acheteur pour la mise en place du marché et pour un suivi périodique des prestations, ou ponctuelles en cas de défaillance.

1.2 - Décomposition du marché et motivation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

Motivation de non allotissement du marché de Tierce maintenance applicative, hébergement et prestations de développements informatiques sur KSUP.

Contexte :

Le présent marché concerne la Tierce Maintenance Applicative (TMA) et l'hébergement de la solution K-Sup ainsi que les prestations de développements informatiques associées. Ce marché vise à garantir le maintien en conditions opérationnelles de la solution K-Sup tout en assurant les évolutions nécessaires pour répondre aux besoins métiers.

Justification :

Conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique, les marchés publics doivent être passés en lots séparés sauf si leur objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Dans le cadre du marché de Tierce maintenance applicative, hébergement et prestations de développements informatiques sur KSUP, il apparaît que la séparation en lots distincts n'est pas possible pour les raisons suivantes :

1. Intégration des prestations :

La TMA, l'hébergement et les développements informatiques de la solution K-Sup sont intrinsèquement liés. La maintenance corrective, évolutive et préventive de l'application nécessite une connaissance approfondie et continue des développements présents. Séparer ces prestations entraînerait une perte de cohérence et de continuité dans la gestion de l'application.

2. Expertise unique et transversale :

La solution K-Sup, étant une application spécifique, requiert une expertise transversale que seule une même équipe peut garantir. Les compétences nécessaires à la maintenance et au développement sont interdépendantes et ne peuvent être efficacement dissociées sans compromettre la qualité et la réactivité des interventions.

3. Gestion des interdépendances techniques :

Les développements informatiques sont souvent motivés par des besoins de maintenance corrective ou évolutive identifiés lors de la TMA. La gestion des interdépendances techniques entre la maintenance et les développements nécessite une coordination étroite et continue qui serait difficile à assurer avec des prestataires distincts.

4. Optimisation des ressources et des coûts :

Un allotissement entraînerait une duplication des efforts de coordination, une augmentation des coûts de gestion et des risques de conflit entre prestataires. La mutualisation des ressources au sein d'un même marché permet une optimisation des coûts et des moyens, assurant ainsi une meilleure efficience du marché.

Pour toutes ces raisons, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. La cohérence, l'efficacité et la qualité des services rendus en dépendent directement. Ainsi, le choix de ne pas allouer ce marché est pleinement justifié.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'émission des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (**CCAG-TIC**) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique
- Les bons de commande
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

(*) Toute clause de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent accord-cadre est réputé non écrite.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché et délais d'exécutions

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat. Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois (4 ans)

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.3 Reconduction anticipée

Si le montant maximum de l'accord-cadre est atteint avant la fin de la période prévue, il sera possible d'anticiper sa reconduction à la période suivante. Dans ce cas, la nouvelle période de reconduction sera calculée en ajoutant la durée restante de la période en cours à la durée initiale de la reconduction.

Toutefois, la durée totale du contrat, incluant toutes les périodes, ne pourra excéder 48 mois.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires d'une part et d'autre part, des prix unitaires par application aux quantités réellement exécutées.

- TMA (Tierces Maintenance Applicative) : forfait annuelle
- Prestations pour les interventions mineures : forfait de 20 unités opérationnelles
- Prestations pour les interventions majeures : prix unitaires (à la journée)
- Prestations de formation : prix unitaires
- Hébergement : forfait annuel

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n-3) / \text{SYN REV } (0))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

6.3 - Modalités de transmission des révisions de prix

Le prestataire est tenu de transmettre les prix révisés au pouvoir adjudicateur au moins 60 jours soit 2 mois avant le début de chaque période de reconduction, accompagnés du coefficient de révision appliqué et des valeurs des indices retenus pour le calcul.

Le titulaire transmettra sa demande de révision des prix par voie dématérialisée sur PLACE et par e-mail à marches@grenoble-inp.fr

Si le pouvoir adjudicateur n'émet aucune observation dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des prix révisés, ces derniers sont considérés comme acceptés.

6.4 - Planning de transmission des révisions de prix à destination du titulaire

Quand transmettre la demande à Grenoble - INP	Quels documents transmettre à Grenoble - INP	Délai pour que Grenoble - INP émette des observations
2 mois, avant la date d'anniversaire de début de la période de reconduction N°2.	Pièces financières (BPU/DPGF) avec nouveaux prix calculés en appliquant le taux de variation indiciaire qui correspond à l'indice de révision.	30 jours à compter de la réception des prix révisés, si pas observations la demande de révision de prix est réputée acceptée.
2 mois, avant la date d'anniversaire de début de la période de reconduction N°3.		
2 mois, avant la date d'anniversaire de début de la période de reconduction N°4.		

(*) Date d'anniversaire: il s'agit de la date à laquelle le marché a été notifié.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à **5,0 %** d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise (PME) mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), le taux minimal de l'avance est porté à **1° 30 %** pour les marchés publics passés par l'Etat ;

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Conditions de versement et de remboursement

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

Périodicité :

Le règlement sera effectué à l'issue de chaque phase comme suit :

Les prestations Tierce Maintenance Applicative (TMA) incluant les 20 unités opérationnelles (prestations hors corrections couvertes par la TMA) seront payées sur présentation d'une facture trimestrielle à terme échu.

Les prestations de service de développements informatiques seront payées au vu d'une facture établie suivant l'échéancier ci-après :

- Facture < à 15 000 € HT : 100 % après vérification de service régulier ;
- Facture ≥ à 15 000 € HT :
 - 50 % à la Mise en Ordre de Marche ;
 - 50 % après vérification de service régulier.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique - Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19381912500017

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur ainsi que par courriel avec accusé réception, en complément des dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-TIC, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

Formation du personnel :

Le Titulaire du marché s'engage à fournir des sessions de formation adaptées aux besoins des personnels de l'Administration, afin de garantir une compréhension optimale et une utilisation efficace de la solution K-Sup ainsi que des développements informatiques réalisés dans le cadre de ce marché.

Contenu de la formation : la formation devra couvrir les aspects suivants :

- Utilisation générale de la solution K-Sup.
- Gestion des modules spécifiques et des nouvelles fonctionnalités développées.
- Procédures de maintenance courante et résolution des incidents de premier niveau.
- Bonnes pratiques pour l'optimisation de l'utilisation de K-Sup.
- Adaptation aux mises à jour et évolutions de la solution.

Pour chaque session, le contenu de la formation sera précisé en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur.

Public cible : les formations seront destinées aux différents profils de l'Administration concernés par l'utilisation et la gestion de la solution K-Sup, notamment :

- Utilisateurs finaux.
- Administrateurs système et réseau.
- Responsables applicatifs.
- Personnel de support technique.

Pour chaque session, le public cible à former sera précisé en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur.

Modalités de la formation :

- **Sessions initiales** : lorsque le besoin se présente, des sessions de formation initiale seront organisées au début du contrat pour former le personnel sur les aspects fondamentaux de la solution K-Sup.
- **Sessions continues** : lorsque le besoin se présente, des sessions de formation continue seront planifiées périodiquement, en fonction des évolutions et des nouvelles fonctionnalités ajoutées.
- **Sessions spécifiques** : lorsque le besoin se présente, des sessions spécifiques pourront être organisées sur demande, pour répondre à des besoins particuliers identifiés par l'Administration.

Pour chaque session, les modalités de la formation seront précisées en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur.

Supports de formation : le Titulaire fournira des supports de formation complets, incluant :

- Manuels utilisateurs.
- Guides pratiques.
- Présentations PowerPoint.
- Vidéos tutoriels.
- FAQ et fiches de résolution des problèmes courants.
- Etc.

Pour chaque session, les supports de formation seront précisés en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur.

11 - Développement durable

Le prestataire s'engage à :

- Privilégier les interventions à distance lorsque cela est possible, afin de limiter les déplacements et réduire les émissions de CO2.
- Encourager la réparation et la réutilisation des équipements informatiques plutôt que leur remplacement systématique.
- En traitant les déchets liés à la fabrication et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- Proposer des matériels économes en énergie ;
- Proposer des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- Proposer des moyens de transport respectueux de l'environnement.

12 - Constatation de l'exécution des prestations TIC

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 60 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

12.2 - Mise en Ordre de Marche (MOM)

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

12.3 - Vérification d'Aptitude (VA)

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

À l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

12.4 - Vérification de Service Régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 30 jours. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

12.5 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

13 - Garantie - Maintenance

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-TIC, la garantie court à compter de la date d'admission des prestations. Au titre de cette garantie, le titulaire remet en état ou remplace à ses frais la partie de la prestation défectueuse (frais de déplacement, main d'œuvre, pièces).

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

En effet, **les développements spécifiques réalisés dans le cadre de l'accord-cadre** pour l'intégration ou l'amélioration de fonctionnalités du logiciel libre KSUP font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de Grenoble INP, malgré le caractère libre du logiciel.

Cette cession concerne exclusivement les **développements spécifiques réalisés à la demande de Grenoble INP, tels que des modules, extensions, interfaces, ou adaptations**. Grenoble INP acquiert l'intégralité des droits de propriété intellectuelle sur ces développements spécifiques, notamment les droits de reproduction, de modification, d'exploitation, et de distribution, à titre gracieux ou onéreux, sans limitation de durée ni de territoire.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas intégrer ces développements spécifiques dans les composants de base du logiciel libre KSUP ni à les partager avec la communauté open source sans l'autorisation préalable, expresse et écrite de Grenoble INP. De même, ces développements spécifiques ne peuvent être réutilisés pour d'autres projets, qu'ils soient commerciaux ou non, sans cette même autorisation.

Toute demande de réutilisation ou de diffusion de ces développements spécifiques, même à titre expérimental ou communautaire, devra être soumise par écrit à Grenoble INP, qui se réserve le droit d'accepter ou de refuser ladite demande.

Le titulaire s'engage également à garantir que les développements spécifiques ne violent aucun droit de tiers (droits d'auteur, brevets, etc.) et à indemniser Grenoble INP en cas de litige concernant ces droits.

Cette clause a pour objet de protéger les intérêts de Grenoble INP en interdisant au titulaire de réutiliser ou d'intégrer, dans la version libre, les développements spécifiques financés par Grenoble INP dans le cadre de l'accord-cadre. Elle garantit que Grenoble INP conserve l'exclusivité des droits sur ces développements et empêche KSUP de les exploiter à des fins commerciales ou d'amélioration de son produit, sans autorisation expresse et préalable de Grenoble INP.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité de retard fixée à 10%, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Plafonnement des pénalités de retard : conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant total HT annuel de l'accord-cadre.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-TIC.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC annuel de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Pénalité pour non-respect du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD) et de la loi française dite "Informatique et Libertés"

Les autorités compétentes peuvent imposer des sanctions financières. Ces amendes peuvent varier en fonction de la gravité de l'infraction, des circonstances spécifiques de l'affaire et du montant du préjudice subi par les personnes concernées.

Grenoble - INP rappelle les sanctions:

- A. Amendes administratives allant jusqu'à 4 % du CA mondial annuel total de l'entreprise ou jusqu'à 20 millions d'euros, selon le montant le plus élevé.
- B. Publier des avertissements formels ou des blâmes publics à l'égard des entreprises qui enfreignent le RGPD ou la loi française sur la protection des données.
- C. Cessation temporairement ou définitivement certaines activités liées au traitement des données personnelles.
- D. Saisie et destruction des données personnelles traitées en violation du RGPD ou de la loi française sur la protection des données.

15.4 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Notification des indisponibilités: en cas d'indisponibilité des prestations de maintenance, le prestataire s'engage à notifier immédiatement le pouvoir adjudicateur et à fournir une explication détaillée de la cause de cette situation.

Modalités de calcul des pénalités d'indisponibilités:

Calcul de l'Indisponibilité:

L'indisponibilité des prestations de maintenance sera calculée en pourcentage comme suit:

$$\text{Étape 1 : Indisponibilité \%} = \left(\frac{\text{Durée de l'indisponibilité}}{\text{Durée totale de la période de référence}} \right) \times 100$$

Formule de calcul de la pénalité d'indisponibilité:

$$\text{Étape 2 : Pénalités} = \text{Indisponibilités \%} \times \left(\frac{\text{Montant annuel du marché}}{365} \right) \times \text{Nombre de jours d'indisponibilités}$$

15.5 - Autres pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeur	Précisions
Pénalités sur obligations de moyens	Forfaitaire	1500€	<p>Pénalité pour non-respect des obligations de moyens prévus au marché : (<i>moyens matériels, moyens humains, fourniture de documents contractuels : assurances, compte rendu, documentation en français, etc.</i>)</p> <p>Une pénalité forfaitaire (HT) sera appliquée en cas de non-respect des obligations de moyens prévues à l'appui du mémoire technique opposable au titulaire du marché en vertu des dispositions du présent marché.</p>
Pénalité pour non-conformité de la maintenance préventive	Forfaitaire	1500€	<p>En cas de non-respect des engagements de maintenance préventive stipulés dans le cadre de ce marché (<i>prévu dans le cadre du mémoire technique du titulaire</i>), une pénalité financière pourra être appliquée.</p>
Pénalité pour Dysfonctionnements	Journalière	500€	<p>En cas de dysfonctionnement de la solution, défini comme toute interruption de service, erreur, bug ou dégradation de la performance impactant les opérations de Grenoble INP, des pénalités seront appliquées.</p>
Pénalités pour non-conformité des développements	Journalière	250€	<p>En cas de non-conformité des développements livrés par rapport aux spécifications validées, une pénalité par jour jusqu'à la mise en conformité pourra être appliquée.</p>

Pénalités pour non-respect des délais de réponse GTI pour la résolution des anomalies	Annuelle	%	3%	Pour chaque anomalie bloquante non corrigée <u>dans un délai de 1 jour ouvré après réception de la demande de correction</u> , le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 3% du montant total de la période concernée.
			2%	Pour chaque anomalie majeure non corrigée <u>dans un délai de 2 jours ouvrés après réception de la demande de correction</u> , le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 2% du montant total de la période concernée.
			1.5%	Pour chaque anomalie mineure non corrigée <u>dans un délai de 4 jours ouvrés après réception de la demande de correction</u> , le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 1.5% du montant total de la période concernée.
Pénalités pour non-respect des délais GTR sur recette pour la résolution des anomalies	Annuelle	%	2.5%	Pour chaque anomalie bloquante non corrigée dans un délai de 2 jours ouvré après réception de la demande de correction, le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 2.5% du montant total de la période concernée.
			1.5%	Pour chaque anomalie majeure non corrigée <u>dans un délai de 4 jours ouvrés après réception de la demande de correction</u> , le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 1.5% du montant total de la période concernée.
			1%	Pour chaque anomalie mineure non corrigée <u>dans un délai de 8 jours ouvrés (regroupement par lot correctif) après réception de la demande de correction</u> , le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 1% du montant total de la période concernée.
Pénalités pour non-respect des délais GTR sur prod* pour la résolution des anomalies	Annuelle	%	3%	Pour chaque anomalie bloquante non corrigée dans un <u>délai de 1 jour ouvré après réception de la demande de correction</u> , le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 3% du montant total de la période concernée.

			2.5%	Pour chaque anomalie majeure non corrigée dans un délai de 2 jours ouvrés après réception de la demande de correction, le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 2.5% du montant total de la période concernée.
			1.5%	Pour chaque anomalie mineure non corrigée dans <u>un délai : 4 jours ouvrés (regroupement par lot correctif) après réception de la demande de correction</u> , le prestataire se verra appliquer une pénalité équivalente à 1.5% du montant total de la période concernée.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Évolution de la solution : lorsqu'il y a des mises à jour ou des améliorations significatives de la solution existante, nécessitant de nouvelles fonctionnalités ou modifications pour répondre aux exigences initiales du pouvoir adjudicateur.
- Modification à la hausse ou à la baisse du périmètre de la solution : si le périmètre du marché évolue, que ce soit par l'ajout de nouvelles fonctionnalités ou la suppression de certaines fonctionnalités prévues initialement, un réexamen est nécessaire pour évaluer les impacts sur les délais, les coûts et les ressources nécessaires.

- Dans le cas d'une évolution à la hausse ou à la baisse des unités opérationnelles.
- Dans le cas d'une évolution à la hausse ou à la baisse des besoins en hébergement.

Les prestations modifiées ou remplacées donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Clauses complémentaires

18.1 - Dérogation au principe d'exclusivité

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, le cas échéant, de faire appel occasionnellement à des tiers pour l'exécution des prestations définies dans le cadre du présent marché.

Cependant, cette faculté est soumise à des limites financières et ne peut dépasser un montant global annuel équivalent à **10%€ HT du montant total annuel de l'accord-cadre**.

Ces dispositions visent à assurer la flexibilité dans le recours à des tiers tout en préservant la cohérence financière du marché.

18.2 - Modifications affectant la représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG TIC, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (service concerné), avec en copie par mail à marches@grenoble-inp.fr, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- À toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Par ailleurs, tout changement de coordonnées bancaires en cours de marché doit systématiquement être notifié par mail (avant envoi des factures) à marches@grenoble-inp.fr en indiquant le N° du ou des marchés concernés sur un document à l'en-tête de la société.

18.3 - Cession de marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr.

De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr.

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

18.4 - Prestation similaire

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du contrat, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marché(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

19 - Obligations du prestataire

Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information

Il lui appartient également de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'Établissement pendant toute la durée de l'exécution du marché afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Pour l'exécution du marché, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication

ANNEXE RELATIVE À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET A L'OBLIGATION DE SÉCURISATION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien QUÉMA, administrateur général de Grenoble INP-UGA

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

Coordonnées de la personne de contact : DPO@grenoble-inp.fr

Durée du contrat

La durée du contrat est indiquée à l'article 5 - **Durée et délais d'exécution** du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.